

Scannez cette photo avec votre smartphone via l'appli « JDD à la une » et retrouvez votre reportage à l'adresse en QR code (mode d'emploi p. 32).

Bras de fer avec les barons du

COLLECTIVITÉS LOCALES Comment le gouvernement entend faire pression sur les régions, départements et mairies pour les contraindre et collèges seront mis sous une tutelle unique. L'enjeu : l'efficacité et plusieurs milliards d'économies

NICOLAS PRUSSETTE

On va voir ce qu'on va voir... Le gouvernement n'a pas dit son dernier mot. Cinq jours après que François Hollande a appelé les collectivités à fusionner, le blocage est patent. Les présidents de Région ont répondu nié à leur président de la République. Ils sont pourtant tous socialistes (21 sur 22) mais l'étiquette cède à la fonction. Seules la Bourgogne et la Basse-Normandie voudraient bien se marier avec leurs voisins. Or l'une se fait un peu désirer (Franche-Comté), l'autre fait la moue (Haute-Normandie). Par ailleurs, une seule ville va absorber une partie du conseil général (Lyon avec le Rhône), ce qui est considéré comme un an. Quant aux collectivités sollicitées dans le Grand Paris, elles illustrent les conservatismes et qu'elles clocher (lire ci-contre). Hier à Tulle, le chef de l'État a précisé qu'il n'était pas favorable à la suppression des départements.

« Bref, la grande simplification, rationnelle, nécessaire, défendable à long terme de rapports, menace de sombrer une fois de plus face aux baronnies. « Je ne suis pas surpris, ni déçu, assure au JDD Marylise Lebranchu, la ministre de la Réforme de l'État, en change du dossier. Je souhaite un maximum de volontariat dans un premier temps. Nous allons tenter de convaincre. Près des élections [les régions ont lieu dans un an], c'est toujours difficile ».

« Il a mis une montagne devant moi, j'ai chausé mes crampons ».

Après avoir perdu cette première bataille, l'exécutif promet de ne pas lâcher. Le gouvernement prépare un amendement au projet de loi sur les régions depuis le jour où il a passé au Sénat, et veut le faire voter au printemps. Il mettra fin à l'obligation d'en passer par un référendum avec majorité absolue pour regrouper des collectivités. L'échec alsacien a servi de leçon. Les barons refusent de bouger ? Le gouvernement va remettre en jeu leurs prérogatives. « Nous allons clarifier les compétences », explique Lebranchu, qui donne au premier exemple : les collèges, aux mains des départements, et les lycées, dépendant des régions, seront regroupés sous une seule tutelle locale, à débattre.



Jean-Marc Ayraud, Premier ministre, et Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'État, au palais de l'Élysée. BERNARD BESSON/JDD

Cette simplification serait mise en œuvre après les regionales de 2015. « Nous pouvons procéder ainsi sur des sujets précis », insiste la ministre. Mieux, de nouveaux pouvoirs, à préciser, seraient accordés aux maires.

Autre moyen de pression : les attaques au portefeuille. Les dotations de l'État représentent 41 % des recettes des régions (24 % pour les départements, 27 % pour les communes). Celles qui présentent des projets de fusion toucheraient davantage. Les autres, moins. Sachant que l'enveloppe globale est diminuée chaque année afin de réduire le déficit du pays, les réfractaires risquent de perdre gros. « L'objectif du président de la République ce n'est pas d'embêter les régions, c'est de redresser la France », poursuit la ministre, proche de Martine Aubry, qui mesure l'ampleur du défi : « Il a mis une montagne devant moi, j'ai chausé mes crampons ».

L'enjeu est lourd. François Hollande y voit un moyen de réaliser de substantielles économies. Comment ?

Personne n'ose avancer de chiffre au sein de l'exécutif. « Il n'y a pas d'économie immédiate car il faut d'abord engager des moyens pour réorganiser les services. C'est l'efficacité qui rendra des finances publiques en meilleur état », promet la ministre.

1,5 milliard d'euros d'économies en 2017

Les montants en jeu sont toutefois plus faibles pour les régions que pour les départements et les communes, où la Cour des comptes a pointé l'essentiel des gabegies. Néanmoins, les hauts magistrats de la Rue Cambon s'étonnent que les dépenses de personnel atteignent 34 € par habitant dans le Pays de la Loire mais grimpent à 73 € par tête dans le Linoussin et 184 € en Corse.

Gilles Carrez, président (UMP) de la commission des finances à l'Assemblée et ancien président du Comité des finances locales, dénonce pour sa part les interventions redondantes des collectivités hors de leurs compétences. « Les régions font des dépenses dans le domaine de la culture ou des sports. Cela double avec d'autres institutions. Autre exemple, quand toutes les strates de collectivités viennent financer une salle des fêtes municipale, la ville a son équipement mais elle se retrouve seule à l'entretenir et le gérer. Il faut arrêter tout ça ».

Les économies issues des fusions de régions atteindraient 1,5 milliard d'euros à l'horizon 2017, estime de son côté Agnès Verdier-Molinie, la directrice de la fondation Ifrap. Élargie à toutes les collectivités, la simplification générerait 8 à 9 milliards d'économies. « Si l'État est le chef de file de l'État est de provoquer un effet domino, alors ce serait la mère de toutes les réformes », dit-elle. Mais elle appelle surtout à une fusion des communes, comme en Allemagne où leur nombre a été divisé par 2,5 dans les années 1970. Elles y sont trois fois moins nombreuses qu'en France. ●

Autour de Paris, les départements ne veulent pas mourir

« Impossible » pour les uns, « inéluctable » pour les autres, la fusion de quatre conseils généraux au sein du Grand Paris fait polémique

ARND BRONKHORST

Jean-Marc Ayraud a créé la surprise jeudi en se disant « favorable à la suppression des quatre départements de la petite couronne ». Il s'agirait de faire disparaître les quatre conseils généraux et de transférer leurs compétences à la future Métropole du Grand Paris, entérinée par la loi en décembre. Cette instance doit voir le jour le 1^{er} janvier 2016 avec pour frontière la petite couronne, c'est-à-dire grosso modo l'ancien département de la Seine.

Mais le projet est loin de faire l'unanimité. Si certains élus UMP d'Île-de-France plaident pour, à l'instar du sénateur Philippe Dailhier qui la réclame depuis 2008, le président des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian, s'y oppose : « Nous ne voulons pas, dans notre département, de la politique de la Seine-Saint-Denis, qui a abouti à une vraie faille. Nous discutons plutôt avec les Yvelines et le Val-d'Oise (deux départements de droite en grande couronne) en vue d'une fusion ».

« L'entre-soi insupportable des seigneuries locales »

Patrick Devedjian n'imaginerait pas que l'idée de Jean-Marc Ayraud aboutisse. « Ça ne se fera pas, c'est impossible ». Il se dit persuadé que « la loi sur la Métropole sera, au moins partiellement, retoquée par le Conseil

constitutionnel », qui doit l'examiner le 24 janvier. De son côté, Christian Favier (PCF), le président du Val-de-Marne, ne veut pas non plus en entendre parler. Son fief est l'un des derniers départements communistes de France, avec l'Allier (Auvergne).

En Seine-Saint-Denis, le patron du conseil général Stéphane Troussel (PS) conspu « l'entre-soi insupportable des petites seigneuries locales ». Il se montre favorable à la réforme, au nom du « partage des richesses », mais « pas dans la précipitation ». Selon l'entourage de Claude Barlon, ex-patron de Seine-Saint-Denis et président de l'Assemblée nationale, « le processus est enclenché. Il n'y aura pas de grand soir, mais une évolution institutionnelle naturelle, évidente, inéluctable ». A Paris, à la fois ville et département, Bertrand Delanoë et sa première adjointe PS, Anne Hidalgo, ne dissent pas non.

Lors de l'examen de la loi sur la Métropole du Grand Paris en décembre, plusieurs députés socialistes, emmenés par Alexis Bachelay, avaient déposé un amendement supprimant les départements de la petite couronne. Ils avaient accepté de le retirer en extremis, Marylise Lebranchu, la ministre de la Décentralisation, s'engageant à présenter un « rapport sur les modalités d'une fusion des départements » fin 2014. Le gouvernement, décidé à accélérer le calendrier, s'apprête à lancer des études d'impact et devrait finalement livrer son rapport en septembre. ●

AUJOURD'HUI
À 7H25, RETROUVEZ
"L'ÉVÉNEMENT
DU JDD"
SUR Europe 1

EUROPE WEEK-END
BENJAMIN PÉTIHER
6H - 9H

Europe 1